

Comptabilité nationale : changeons de lunettes

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1217

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015531>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Changeons de lunettes

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur trompeur. Ses variations ne reflètent pas véritablement le niveau de vie d'un pays. Et pourtant, autorités politiques et analystes économiques persistent à s'y référer aveuglément.

RÉFÉRENCE

Rapport du Club de Rome
Compter avec la nature.

Rapport du WWF *Real
Value for Nature.*

(jd) Ce sujet est connu de nos lecteurs, puisque DP l'a abordé à plusieurs reprises déjà. Martelons néanmoins, puisque sur ce thème, les sourds et les aveugles continuent de donner le ton.

Lors d'une récente conférence sur l'environnement organisée à Bruxelles sous les auspices du Parlement européen, de la Commission de l'Union européenne, du Club de

Rome et du WWF, la critique s'est à nouveau clairement exprimée.

Prestations invisibles

Ne mesurer la richesse d'une nation qu'au travers des transactions monétaires – des biens et des services échangés contre rémunération –, c'est faire l'impasse sur toute une série de prestations indispensables à la vie d'une société: par exemple le travail ménager ou l'engagement dans des organisations d'intérêt public; c'est aussi comptabiliser positivement des activités économiques résultant d'événements qui ne contribuent en rien au bien-être: ainsi des travaux de réparation des véhicules et des soins médicaux qui découlent des accidents de la circulation; enfin et surtout, c'est ignorer la pratique de l'amortissement, couramment effectuée dès lors qu'il s'agit d'un capital à valeur monétaire, lorsque est en jeu le capital nature entamé par l'activité économique – diminution du stock des ressources naturelles non renouvelables et charges nuisibles sur l'environnement.

CAMBODGE

Mines antipersonnel

(ag) Les œuvres d'entraide et les mouvements pacifistes, réunis en conférence internationale pour donner plus de retentissement à la campagne contre la fabrication et l'usage des mines antipersonnel, ont choisi Phnom Penh comme lieu de rencontre. Capitale symbole d'un pays martyr. Qu'on en juge par les chiffres (sous les nombres, la douleur) rapportés par le correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung*.

Le Cambodge compte 40 000 handicapés, le plus souvent amputés, victimes de l'explosion d'une mine: une pour 250 habitants. Depuis 1979, 40 000 autres Cambodgiens ont été tués par cette arme aveugle. Le sol cambodgien recèle encore dix millions de mines, aussi nombreuses que la population totale. Dans ce pays qui vit essentiellement de l'agriculture, le 20% des terres sont rendues inexploitable par les mines.

Le Département d'Etat à Washington estime à 100 millions le nombre des mines antipersonnel enfouies dans quelque 60 pays. Au nombre des plus infectés, après le Cambodge: l'Afghanistan, l'Angola, l'Irak, le Laos.

L'interdiction de cette arme se heurte à deux obstacles. Tout d'abord elle est intégrée dans les moyens ordinaires de défense; elle fait partie de la chaîne des explosifs. Elle ne suscite donc pas la même répulsion que les armes chimiques ou biologiques. Deuxièmement, son coût est celui d'un article de bazar; trois dollars pour les modèles les plus simples, ce qui la rend accessible non seulement aux armées régulières, mais à toutes les bandes, aux factions de guerre civile, aux mouvements terroristes.

On mesurera l'engrenage par ce rapport des coûts. Désamorcer une mine, avec toutes les précautions requises, coûte jusqu'à 1000 dollars. Le rapport durable de nocivité est donc de 1000/3. ■

Des PIB surévalués

Ainsi, selon une étude de la Banque mondiale, le PIB du Mexique en 1985 aurait été inférieur de 6% si l'on avait tenu compte de la diminution des réserves de pétrole, de la déforestation et du recul des terres cultivables; un PIB inférieur d'environ 13% si la pollution avait été prise en considération.

Si l'on veut prendre au sérieux l'exigence d'un développement durable, il est donc indispensable d'établir et de se mettre d'accord sur un système de comptabilité nationale intégrant l'érosion des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Malheureusement, il n'y a pas encore de consensus sur la méthode.

Les plus critiques relèvent qu'il n'est guère possible de mesurer avec précision et de traduire en termes monétaires, par exemple, l'impact du réchauffement de l'atmosphère ou la diminution de l'aire forestière. Mais des deux imprécisions – le PIB qui n'enregistre que les valeurs d'échange et un nouveau produit écosocial qui affecte par estimation des valeurs monétaires à des biens considérés aujourd'hui comme sans valeur économique – laquelle est la plus grave pour l'avenir de la planète?

S'ouvre là un vaste champ pour la négociation et la décision politique. Mais un champ qui ne peut vraiment se concevoir que transnational. ■